

VENDREDI 16 JANVIER 2009

La gare Saint-Lazare sous les bombes

C'est à 20h12 précises que l'état major français a lancé son offensive "*Ballast durci*" contre la gare Saint-Lazare à Paris. L'objectif déclaré est de faire cesser les agissements "*irresponsables*" de l'organisation terroriste SUD-Rail. Un déluge de bombes s'est ainsi abattu sur la gare, et le trafic a été complètement interrompu. On compte d'ores et déjà de nombreuses victimes civiles. Hervé Morin se targuait ce soir d'une réussite complète : "*Les objectifs ont été atteints. Le local de SUD-Rail a été détruit et la machine à café est en miettes*". Le ministre de la défense a d'ailleurs confirmé qu'il fallait s'attendre à "*une guerre longue et douloureuse*".



La presse unanime dans sa dénonciation du terrorisme

Une réunion de crise s'était tenue ce jeudi à l'Élysée pour étudier toutes les possibilités de riposte aux dernières provocations des terroristes de SUD. C'est finalement l'opération militaire qui a été retenue. "*En tant que président de la République, je ne peux pas accepter qu'une organisation syndicale irresponsable casse le service public et bafoue l'intérêt des usagers du service public en fermant la deuxième gare de France, sans prévenir personne*" a asséné Nicolas Sarkozy, n'hésitant pas déformer la réalité pour justifier sa guerre. En effet, c'est la direction de la SNCF qui avait décidé de la fermeture de Saint-Lazare mardi en réaction à la grève terroriste de SUD.



Tenir!!

Le président a en réalité saisi le prétexte de cette attaque surprise pour régler définitivement son compte au syndicalisme de combat français. Toute sa stratégie de communication repose sur la "*légitime défense*" de l'usager. Il impute à SUD une rupture du cessez-le-feu, que son gouvernement avait largement bafoué ces derniers mois en imposant une privatisation rampante de la SNCF et en organisant sciemment la dégradation des conditions de travail des cheminots et de la sécurité des usagers. Le gouvernement tablait ainsi sur une réaction violente de SUD qui justifierait a posteriori une guerre préparée de longue date.

Car il est notoire que le chef de l'état n'attendait que l'étincelle susceptible d'embraser la situation afin de pouvoir appliquer un plan de bataille prêt depuis mai 2007. Depuis deux ans ainsi, Nicolas Sarkozy et son état-major préparent les Français à la guerre en menant une campagne de propagande sans précédent. Il a fallu mettre en œuvre d'ingénieux moyens (réductions des effectifs de maintenance, refonte des horaires) pour dégrader petit à petit les conditions de circulation des trains et imputer "*les galères*" des usagers aux seules grèves. Or, les dites grèves ne sont responsables que de 2% des retards et autres annulations. On mesure ainsi le tour de passe-passe magistral qui permet aujourd'hui au gouvernement d'être suivi par une majorité de Français. Ainsi, les syndicats réformistes saluent le courage de Nicolas Sarkozy, comme [François Chérèque](#) qui déclarait ce soir : "*Les agissements de SUD sont quasiment inadmissibles. C'est une forme de harcèlement dont les premières victimes sont les usagers*".



Un des objectifs : liquider cheikh

Mahieux

Malgré tout, le pari tenté par Nicolas Sarkozy est risqué. Car si la population soutient l'éradication du terrorisme syndical, le carnage provoqué ce soir par les bombes au phosphore à Saint-Lazare peut bouleverser l'opinion. Des voix s'élèvent déjà pour dénoncer la réponse *"disproportionnée"* de l'armée française contre un mouvement *"démocratiquement élu"*. Pour contrecarrer les images de corps décharnés qui tournent en boucle à la télévision, l'Élysée a missionné des parlementaires et des intellectuels sur les plateaux télévisés. Ainsi, Bernard-Henri Lévy s'offusquait *"du soutien apporté par une frange haineuse de la gauche à une organisation terroriste comme SUD. Il s'agit de sauver les usagers, les cheminots de la CGT, de la CFDT qui sont pris en otage, qui à l'heure où je vous parle servent de bouclier humain dans les allées de Saint-Lazare. Oui c'est un carnage, mais c'est un combat juste. La France a le droit de se défendre"*.

La bataille menée par Nicolas Sarkozy s'inscrit dans une guerre idéologique globale contre le terrorisme syndical. L'objectif est de porter le coup fatal aux derniers bastions de défense des salariés. *"Les salariés méritent mieux que des syndicats irresponsables pour les défendre"* répète à l'envi le président français. Il tient à promouvoir un syndicalisme réformiste, à l'image de la CFDT, pour pacifier les relations et mettre ainsi fin à une guerre qui dure depuis 60 ans. S'adressant aux Français en ces heures difficiles, Nicolas Sarkozy s'est présenté en héraut de la paix : *"Cette guerre patrons/salariés n'a que trop duré. Cette bataille décisive doit nous permettre d'ouvrir une ère de paix sociale. Ce n'est pas une guerre contre les salariés mais pour eux"*.



La paix est possible!

Et au coeur de cette actualité tragique, certains gestes nous font croire au rêve de la paix et de la réconciliation : la CFDT a signé l'accord sur l'assurance-chômage.